



The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Itinéraires et réussite des BEPA (Brevet d'Enseignement Professionnel Agricole)

J.-L. Hermen

Citer ce document / Cite this document :

Hermen J.-L. Itinéraires et réussite des BEPA (Brevet d'Enseignement Professionnel Agricole). In: Économie rurale. N°204, 1991. pp. 17-22;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1991.4212>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1991_num_204_1_4212

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Résumé

L'enseignement agricole occupe une place originale dans le système éducatif français : s'il mobilise encore une forte proportion d'enfants d'agriculteurs et de salariés agricoles (47 %), il recrute aussi de plus en plus d'enfants d'origine sociale non agricole. Cela s'explique en partie par l'évolution de l'offre de formation qui prend en compte la demande des secteurs de la Production agricole et du Para-agricole, mais aussi du tertiaire rural. Cette recherche porte sur les inscrits de classe terminale BEPA (Brevet d'Enseignement Professionnel) de 1981-82. La méthode employée fait appel à l'analyse longitudinale ; elle permet de reconstituer le cursus professionnel des jeunes formés durant les premières années (4 ans), qui suivent la sortie de ce cycle de formation ; elle permet aussi une approche en termes de dynamique de formation : poursuite d'études, acquisition d'une qualification complémentaire.

Abstract

Agricultural Education holds a special place in the French Educational System. Although there is still a high proportion of children from rural backgrounds in this branch (47% of farmers' and agricultural laborers' children) there are more and more students from no-rural extraction. This tendency can partially be explained by changes in the kind of training presently offered which take into account on the demand from the agricultural production sector, the para-agricultural sector but also the rural tertiary sector. This present research deals with the 1981-1982 registered BEPA upper-sixth formers. Our methodology is based on a longitudinal analysis. This technique makes it possible to retrace the professional itinerary of the young students during the first 4 years following this training course. It also allows a broader approach to this problem in terms of further studies and acquisition of complementary qualification.

ITINÉRAIRES ET RÉUSSITE DES BEPA **Brevet d'Enseignement Professionnel Agricole** Jean-Louis HERMEN*

Résumé :

L'enseignement agricole occupe une place originale dans le système éducatif français : s'il mobilise encore une forte proportion d'enfants d'agriculteurs et de salariés agricoles (47 %), il recrute aussi de plus en plus d'enfants d'origine sociale non agricole. Cela s'explique en partie par l'évolution de l'offre de formation qui prend en compte la demande des secteurs de la Production agricole et du Para-agricole, mais aussi du tertiaire rural. Cette recherche porte sur les inscrits de classe terminale BEPA (Brevet d'Enseignement Professionnel) de 1981-82. La méthode employée fait appel à l'analyse longitudinale ; elle permet de reconstituer le cursus professionnel des jeunes formés durant les premières années (4 ans), qui suivent la sortie de ce cycle de formation ; elle permet aussi une approche en termes de dynamique de formation : poursuite d'études, acquisition d'une qualification complémentaire.

WHAT HAPPENS TO THE BEPA GRADUATES **Brevet d'Enseignement Professionnel Agricole**

Summary :

Agricultural Education holds a special place in the French Educational System. Although there is still a high proportion of children from rural backgrounds in this branch (47 % of farmers' and agricultural laborers' children) there are more and more students from no-rural extraction. This tendency can partially be explained by changes in the kind of training presently offered which take into account on the demand from the agricultural production sector, the para-agricultural sector but also the rural tertiary sector. This present research deals with the 1981-1982 registered BEPA upper-sixth formers. Our methodology is based on a longitudinal analysis. This technique makes it possible to retrace the professional itinerary of the young students during the first 4 years following this training course. It also allows a broader approach to this problem in terms of further studies and acquisition of complementary qualification.

L'enseignement agricole occupe une place originale dans le système éducatif français : s'il mobilise encore une forte proportion d'enfants d'agriculteurs et de salariés agricoles (54 % pour les BEPA étudiés) (1) il recrute aussi de plus en plus d'enfants d'origine sociale non agricole. Cela peut s'expliquer par l'évolution de la structure de l'offre de formation et des secteurs d'activités, qui lui correspondent - production agricole, mais aussi par la formation à des emplois liés aux secteurs agricoles et para-agricoles, ainsi qu'à ceux du tertiaire rural ; et aussi par l'élargissement de la demande d'éducation prenant en compte, par exemple, le développement du phénomène rural et l'attrait vers des métiers « proches » de la nature.

Cet enseignement a de ce fait, dans certains domaines - exceptés ceux de la production agricole et de tout ou par-

tie des secteurs qui lui sont liés-, un fonctionnement et des objectifs proches de certaines formations techniques dispensées à l'Education Nationale. Dès lors, on peut émettre l'hypothèse de le situer comme système éducatif concurrent ou de substitution, notamment pour certaines formations tertiaires.

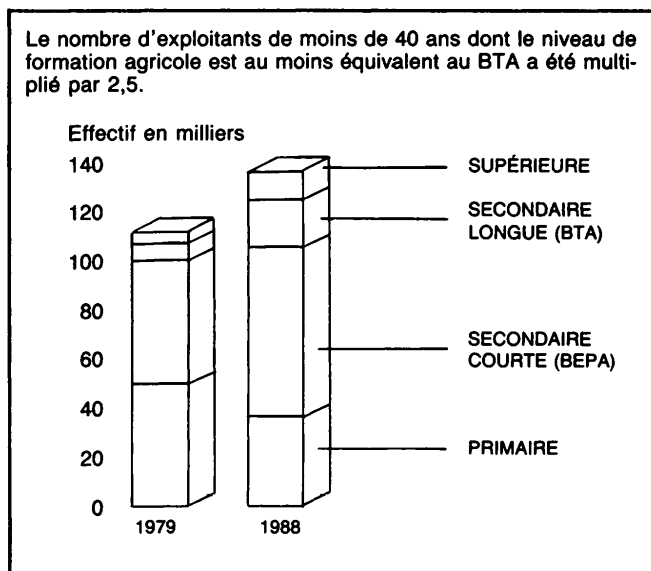
Ainsi apparaît la double fonction de l'enseignement agricole : la transmission des savoirs professionnels concernant les emplois de la production agricole et des activités périphériques, mais aussi la prise en compte d'une demande éducative plus large, spécifique au milieu rural, mais pouvant aller au-delà. Cet enseignement se situe dans un contexte bien particulier : celui du monde agricole, avec ses réseaux d'associations et d'organisations, où existe une forte solidarité. Dans ce secteur les évolutions

* Ingénieur CNRS au Centre d'Etudes Juridiques et Économiques de l'Emploi (CEJEE), Unité de Recherche Associée au CNRS.

1. Lors du recensement de 1982, les agriculteurs exploitants hommes âgés de 40-64 ans (pères probables des BEPA), représentaient 10,1 % de la population active.

économiques, mais aussi technologiques, ont entraîné de nouvelles formes de production, ainsi qu'une baisse démographique importante.

Des entreprises agricoles spécialisées, faisant appel à des formations de haut niveau, se sont développées. Dans le même temps on a encouragé les productions de qualité, de type artisanal. Enfin la profession a amélioré et étendu ses réseaux d'encadrement : techniciens de la production, technico-commerciaux, etc. Cela se traduit par une demande de qualification de plus en plus élevée, tant dans le domaine de la production (2) que dans ceux de la gestion ou de la commercialisation. L'évolution de la structure des chefs d'exploitation selon leur formation agricole est à cet égard significative : 80 % des chefs d'exploitation de sexe masculin, âgés de moins de 25 ans, ont reçu une formation initiale agricole ; cette proportion tombe à 19 % pour les chefs d'exploitation âgés de 50 ans et plus (Ministère Agriculture, SCEES, 1987) (graphique 1).



« D'abord laboureur (enquête administrative de 1807), devenu cultivateur (statistique agricole de 1892), puis exploitant agricole (recensement de 1929), l'homme de la terre a subi et animé de profondes transformations économiques et sociales, qui le conduisent aujourd'hui à un exercice de sa profession proche de celui d'entrepreneur » (Ph. Collomb, 1987). L'enseignement agricole connaît donc un processus d'évolution qui obéit à une logique interne au monde agricole et aux secteurs qui lui sont liés. Mais il dépend aussi de variables externes telles que le phénomène d'attraction du modèle rural ou la transformation de la demande d'éducation, tant en termes de nouvelles formations que de structures d'accueil fonctionnant sur des bases autres que celles de l'Education Nationale. Les objectifs, que s'est fixé l'enseignement agricole, prennent en compte ces évolutions :

- préparation aux techniques agricoles,
- préparation aux techniques d'encadrement de l'agriculture,
- formation des ruraux et développement rural.

2. Alors que le niveau minimum de qualification donnant droit à la capacité professionnelle est actuellement le BEPA (niveau V), ce sera le BTA (niveau IV) à partir de 1992.

3. Dans le même temps on trouvait 815 000 élèves dans le second cycle professionnel de l'Education Nationale. (LEP-CAP, BEP, Bac Pro.), 119 000 élèves en Sections de Techniciens Supérieurs.

Cet enseignement, comparé au système éducatif public et privé hors agricole (Education Nationale - Enseignement privé) concerne peu d'élèves : 130.000 étaient scolarisés en 1987 (3), dont 40 % dans le secteur public. Toutefois ces élèves du secteur public sont assez bien répartis sur l'ensemble du territoire national, contrairement à ceux du secteur privé concentrés surtout dans l'Ouest.

QUELQUES DONNÉES DE CADRAGE...

Méthodologie et problématique.

Cette recherche qui porte sur les inscrits en classe terminale BEPA de 1981-82 se situe dans un contexte plus large qui est celui de l'observation de l'entrée dans la vie active des élèves de l'enseignement agricole public (4). L'enquête a été réalisée par voie postale au printemps 1986.

4 093 questionnaires sont exploitables soit un taux de réponses net de 60 %

Les informations recueillies concernent la période de quatre ans qui a suivi l'année de préparation du BEPA. La méthode employée fait appel à l'analyse longitudinale ; elle permet de reconstituer le cursus professionnel des jeunes formés durant les premières années qui suivent ce cycle de formation : passage par des emplois précaires ou déqualifiés, période de recherche d'emploi, accès à un emploi stable... Cette méthode permet aussi une approche en termes de dynamique de formation : poursuite d'études (préparation d'un BTA par exemple), acquisition d'une qualification complémentaire par des stages... L'insertion sociale et professionnelle des jeunes, qui s'avère être un processus lent et d'inégale longueur, rend nécessaire de laisser s'écouler une période assez importante entre la fin d'un cycle terminal et le moment de l'enquête, afin d'en comprendre les différents mécanismes. On peut raisonnablement admettre que le processus d'insertion professionnelle prend fin quand le jeune formé accède à un emploi qu'il considère comme stable. A l'inverse, le fait d'occuper un emploi précaire, ou d'être dans une situation de recherche d'emploi ou de stages sont autant d'indicateurs de prolongement de ce processus.

Principales caractéristiques du BEPA...

Le Brevet d'Enseignement Professionnel Agricole confère la capacité professionnelle agricole. Et de ce fait, il représente le niveau minimum actuellement exigé pour bénéficier de la Dotation Jeune Agriculteur (D.J.A.) et des autres avantages accordés aux jeunes qui s'installent sur une exploitation agricole. Le BEPA peut également conduire à des emplois d'agent technique ou d'employé qualifié des organismes agricoles et para-agricoles, ainsi qu'à des emplois du tertiaire rural.

... Une offre de formation très diverse...

Cette formation offre 15 options, dont certaines comportent des sous-options, comme en Horticulture ou Economie Familiale et Rurale (E.F.R.). Toutefois, trois options drainent 80 % des inscrits de terminale BEPA de l'enseignement public : Agriculture-Elevage (38 %), Horticulture (22 %), Economie Familiale et Rurale (20 %) (5). A l'inverse, on trouve des options à effectif extrêmement réduit, telles ositericulture-vannerie, ou pisciculture (10 à 20 élèves).

4. Au printemps 1987, une enquête similaire a été effectuée auprès des élèves préparant un BTA et un Bac D' (classe préparatoire de 1983). Les itinéraires des BTA et Bacs D' - Jean-Louis Hermen - CEJEE - Avril 1990.

5. Des effectifs plus importants dans l'enseignement privé : 12 800 présents à l'examen en 1982, contre 7 500 pour le public, avec une structure plus tertiaisée : AE (39 %), Hort. (12 %), EFR (38 %).

... Des flux de diplômés en nette progression depuis 1975 : + 68 % en 1986, pour l'enseignement public. Cette progression est plus spectaculaire pour l'enseignement privé : + 138 %. Mais cette progression, entre 1975 et 1986, ne connaît pas la même ampleur selon les options.

On constate une forte augmentation des diplômes du tertiaire commercial (Distribution, Commercialisation des produits agricoles) ; en revanche, le flux de diplômés du tertiaire administratif ou social, contrairement à celui de l'enseignement privé, est constant. Quant aux options de production agricole leur taux de croissance est proche de la moyenne.

LE PROFIL DES BEPA...

Ce sont surtout des garçons (66 %), avec une origine sociale plutôt agricole (54 %), mais il existe de fortes différences selon les options...

1. Des options de production agricole, qui recrutent surtout parmi les garçons...

C'est le cas notamment pour les options Agriculture-Elevage (90 %), Conduite et Entretien des Machines Agricoles (100 %, ou Vigne et Vin 93 %). Il en va différemment pour l'option Horticulture qui offre des débouchés plus diversifiés : production, mais aussi commercialisation, d'où une proportion de jeunes femmes plus importante : 34 %.

... et des options à dominante tertiaire, qui sont fortement féminisées

C'est le cas pour Economie Familiale et Rurale (EFR) et ses différentes sous-section (96 % de jeunes filles) ; c'est aussi le cas pour la Distribution et la Commercialisation des produits agricoles (65 %), ou Agent de laboratoire (78 %). Derrière ces différences, apparaissent des fonctionnements spécifiques de marchés de l'emploi, à travers notamment leurs modalités de mobilisation de la main-d'œuvre... La production agricole, avec les mécanismes de reprise de l'exploitation familiale, mais aussi avec des conditions de travail difficiles, attire essentiellement des garçons. A l'inverse, le marché de l'emploi tertiaire recrute surtout des jeunes filles, avec des débuts professionnels souvent précarisés.

2. On observe des différences de motivations selon les options...

Les processus d'orientation peuvent être induits par des mécanismes de reproduction sociale pour les uns ; c'est le cas des options de production agricole (très forte majorité d'orientation positive), où la probabilité d'accéder au patrimoine familial est importante, avec aussi une meilleure connaissance, en termes d'information, du fonctionnement des secteurs agricoles ou para-agricoles. Dans d'autres cas, options tertiaires, on rencontre des proportions importantes d'orientation subie, l'enseignement agricole venant alors en second choix. Les mécanismes de fonctionnement du système éducatif, tant en terme de pédagogie (élèves en difficulté), d'orientation imposée ou d'absence d'offre de formation à proximité du lieu d'habitation, font que certains élèves se tournent en second choix vers l'enseignement agricole.

6. Ce taux, comme nous l'avons souligné précédemment, varie selon les options : il est élevé pour des options telles que vigne et vin (89 %) ou sylviculture-

3. Des différences d'origine sociale importantes selon les options...

L'analyse selon l'origine sociale (CSP du père) met en évidence trois groupes :

— Le premier groupe est celui de la reproduction sociale : il est composé des options agriculture-élevage, vigne et vin, arboriculture forestière ; près de 80 % des BEPA sont d'origine agricole. C'est celui chez qui la probabilité d'installation est la plus forte et où l'on trouve la plus grande cohérence entre horizon scolaire et horizon social.

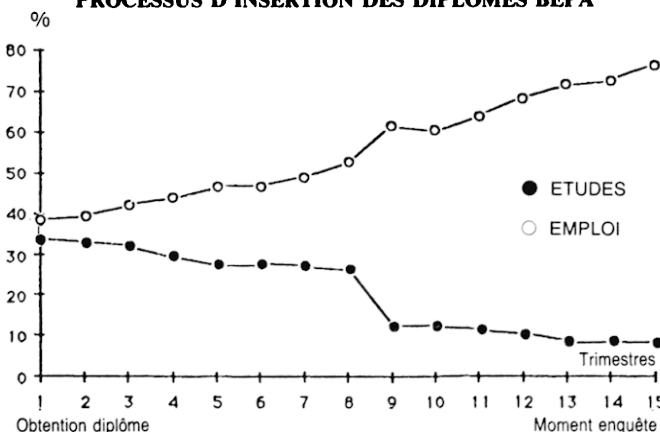
— Le deuxième groupe a une structure proche de la moyenne : légère dominante des enfants d'agriculteurs, mais l'on trouve aussi des enfants d'origine sociale modeste ou moyenne. Il est composé des options laiterie, conduite et entretien des machines agricoles, et distribution-commercialisation des produits agricoles. Ce recrutement socialement plus diversifié peut s'expliquer par les marchés d'emplois potentiels ouverts essentiellement sur le secteur para-agricole : ouvriers pour le secteur laiterie ou machinisme agricole, employés pour le secteur de la distribution, ce qui tend à éliminer les jeunes enfants d'agriculteurs voulant reprendre l'exploitation familiale.

— Enfin le troisième groupe est celui de l'ouverture de l'enseignement agricole : peu d'enfants d'agriculteurs et surtout des enfants d'origine moyenne ou modeste : 60 %. Il est composé des options suivantes : horticulture, sylviculture, économie familiale et rurale, agent de laboratoire, cynégétique. De prime abord, ce groupe paraît hétérogène : options de la production agricole, et options du tertiaire rural ou para-agricole. Elles ont pourtant en commun un marché d'emploi potentiel composé surtout de salariat (ouvriers ou employés), avec une faible probabilité d'accès à une exploitation, et une forte probabilité d'occuper un emploi du tertiaire rural ou para-agricole.

POURSUITE D'ÉTUDES ET PROCESSUS D'INSERTION

Une fois leur diplôme obtenu (le taux de réussite à l'examen est de 76 %) (6), les titulaires du BEPA, ont des pratiques sociales différentes : poursuite d'études afin d'acquérir une qualification supérieure (BTA) ou spécialisée (stages), départ au service national, entrée dans la vie active. Il en résulte que le processus d'absorption socio-économique d'une cohorte de diplômés BEPA prend du temps.

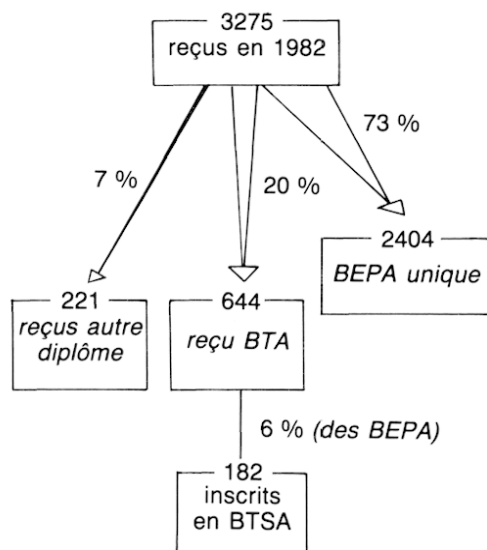
PROCESSUS D'INSERTION DES DIPLÔMÉS BEPA



travaux forestiers (96 %), plus faible pour Economie Familiale et Rurale (69 %), signe d'une certaine hiérarchisation du profil scolaire de ces BEPA.

1. Un taux de poursuite d'études élevé pour des diplômes de niveau V : 34 % (7)

Cette poursuite d'études se concrétise par la suite par l'obtention d'un BTA (20 % des diplômés BEPA) ou d'un autre diplôme (7 %). Enfin quatre ans après l'obtention du BEPA, 6 % des diplômés de 1982 préparaient un BTSA.



Toutefois, ce taux de poursuite d'études connaît de fortes variations selon les options : faible pour Sylviculture (7 %), il est élevé pour les options Agents de laboratoire (51 %), Horticulture (44 %) ou Laiterie (44 %) ; il est bien sûr proche de la moyenne pour Agriculture-Elevage, compte tenu de sa position dominante dans l'échantillon BEPA (34 %), et légèrement inférieur pour EFR (28 %). Cette forte mobilité vers le niveau IV (8), notamment pour les options de la production agricole, est un des résultats les plus intéressants de cette analyse longitudinale ; ce phénomène étant habituellement moins important pour les formations techniques de même niveau de l'Education Nationale. Cette réussite éducative peut avoir plusieurs explications, liées au fonctionnement du système éducatif, à l'évolution de la demande sociale d'éducation, mais aussi à l'évolution de la demande de qualification sur le marché du travail. L'augmentation de la demande d'éducation, tant en termes de continuation d'études (le système scolaire protège du chômage), qu'en termes d'acquisition d'un niveau de qualification supérieur (meilleures perspectives d'emplois -adaptation aux nouvelles contraintes technico-économiques du marché de l'emploi) (9) est une première explication. La seconde est plus institutionnelle, et est liée à la volonté de l'enseignement agricole de faciliter le passage entre l'enseignement technique court et l'enseignement technique long.

2. Un processus d'insertion professionnelle plus rapide chez les garçons que chez les jeunes filles, et ce malgré la période du Service national pour ces derniers...

Ces écarts s'expliquent surtout par un effet d'option et de marché d'emploi spécifique : secteur tertiaire pour

7. Ce taux de poursuite d'études est en constante progression : 60 % pour les diplômés de 1986. Cette tendance ne peut que s'accroître compte tenu de l'élévation de la demande de qualification (niveau IV pour la capacité professionnelle à compter de 1992). Dans le même temps le taux de poursuite d'études des BEP de l'Education Nationale était de 13 % en 1982 et de 23 % en 1986.

les jeunes filles, production agricole et salariat dans le para-agricole pour les garçons. Mais il existe aussi des disparités importantes entre filles et garçons pour une même option de la production agricole : Agriculture-Elevage ; ces résultats mettent en lumière toute la difficulté pour une jeune femme d'accéder aux métiers de la production agricole : processus d'accès à l'emploi plus lent, avec notamment un taux de chômage quatre fois supérieur à celui des garçons.

3. Des processus d'insertion différents selon les options, signe en particulier de plusieurs marchés de l'emploi aux fonctionnements différents - mettant notamment en lumière l'importance de l'origine sociale : enfant d'agriculteur, enfant d'origine non agricole...

Si le sexe a toujours un effet discriminant sur le marché de l'emploi, la spécificité de fonctionnement de chaque marché correspondant à l'option étudiée explique aussi les différences dans les difficultés rencontrées lors du processus d'insertion professionnelle : c'est le cas notamment pour les options Agri-Elevage et Economie Familiale et Rurale :

	AE	EFR
Durée moyenne de recherche d'emploi sur la période étudiée	< 1 mois	6,4 mois
Durée moyenne dans l'emploi précaire	5,4 mois	5,0 mois
Temps moyen d'accès au premier emploi stable	6,8 mois	12,2 mois

Dans le premier cas, avec l'option Agriculture-Elevage (80 % de fils d'agriculteurs), on assiste surtout à un début de processus de reproduction sociale, sur un marché socialement protégé. En effet, avec le statut d'Aide Familial, nous nous trouvons devant un phénomène social spécifique à la production agricole, statut qui protège le processus d'insertion professionnelle. Si l'on considère la situation d'Aide Familial comme une anticipation ou une probabilité d'accéder au patrimoine familial, celle-ci peut être considérée comme une phase d'emploi nécessaire (acquisition d'une expérience professionnelle) pour accéder à la position d'agriculteur exploitant : on est alors au début d'un projet professionnel.

En revanche, si la probabilité d'accéder au patrimoine familial est faible ou nulle, la phase d'aide familial peut être considérée soit comme une situation d'attente (chômage déguisé), soit comme un emploi d'attente (substitué à une allocation chômage). De telle sorte, comme le confirment les indicateurs ci-après, l'analyse du processus d'insertion oblige à traiter à part le binôme « Option de Production-enfant d'agriculteurs », du fait de cette protection familiale sur le marché de l'emploi.

Option Agriculture-Elevage

	Enfants d'agriculteur	Enfants d'ouvrier
Durée moyenne de recherche d'emploi sur l'ensemble de la période	0,05 mois	21 mois
Temps moyen d'accès au premier emploi stable	0,5 mois	22,5 mois

8. Il faut noter que parmi les BEPA qui continuent des études hors enseignement agricole, quelques-uns (près de 2 %) ont obtenu un bac technique.

9. BTA, niveau minimum de qualification requis pour obtenir la capacité professionnelle d'installation dès 1992.

Dans le second cas, avec l'option EFR (dominante filles, d'origine sociale moyenne ou modeste), nous observons un processus d'accès à l'emploi plus difficile, notamment en termes de recherche d'emploi, ou d'accès à un emploi stable. Ce phénomène est caractéristique des difficultés rencontrées par les jeunes filles de niveau V, notamment sur le marché de l'emploi tertiaire, dans le cas qui nous intéresse, essentiellement du tertiaire rural. Mais ici aussi, les jeunes filles d'origine agricole (moins nombreuses : 35 %), ont un processus d'insertion moins précarisé que celles dont le père est ouvrier : meilleure connaissance du milieu rural sans doute.

Option EFR

	Enfants d'agriculteur	Enfants d'ouvrier
Durée moyenne de recherche d'emploi sur l'ensemble de la période	2,8 mois	5,6 mois
Temps moyen d'accès au premier emploi stable	6,0 mois	10 mois

LA SITUATION AU MOMENT DE L'ENQUÊTE DE LA POPULATION « BEPA UNIQUE », ET LES EMPLOIS OCCUPÉS

Dans cette dernière partie, nous traitons de la population qui correspond au niveau de qualification étudié le BEPA : population dite de « BEPA unique ». L'autre population, celle des pluri-diplômés est plus difficile à analyser, car hétérogène qualitativement et quantitativement de par son niveau de qualification. Il faut tout d'abord souligner que cette population « BEPA Unique », (73 % des diplômés), homogène par son niveau de qualification, est hétérogène quant à son processus d'insertion. Elle se compose de diplômés BEPA, qui ont arrêté leurs études dès l'obtention du BEPA, et d'autres qui ont continué, mais sans succès. La rigueur d'analyse aurait voulu que nous traitions à part ces deux populations, qui ont des trajectoires différentes, du moins au début de leur processus ; des effectifs trop faibles ne le permettaient pas, d'autant que les premiers résultats concernant les emplois occupés étaient peu différents. Au moment de l'enquête (4 ans après le BEPA) une très forte proportion de ces « BEPA Unique » occupent un emploi (près de 85 %), emploi qu'ils considèrent comme stable dans 77 % des cas. Le taux de chômage (10) est relativement faible : 7,5 %. On trouve encore quelques garçons au Service national.

...Bien qu'atténuées les disparités entre filles et garçons, existent toujours...

— 87 % des garçons travaillent et leur taux de chômage est de 4,5 % ; 78 % des jeunes filles occupent un emploi, avec un taux de chômage de 14 %.

Situation au moment de l'enquête (BEPA Unique)

Unité : %

	Hommes	Femmes	TOTAL
Taux de chômage	4,5	14	7,5
Emploi précaire	18	20	19
Emploi stable	69	58	66
Total emploi	87	78	85
Effectifs	1 640	748	2 388

10. Taux de chômage /F(Demandeurs d'emploi, Population active) × 100. Ce taux est de 20,8 % pour les jeunes de moins de 25 ans (France métropoli-

...Ces différences s'expliquant surtout comme nous l'avons vu précédemment, par un effet d'option, lié au marché de l'emploi correspondant...

Le marché de l'emploi de la production agricole, marché qui recrute essentiellement des garçons d'origine agricole, avec un fonctionnement protecteur (statut d'aide familial) : 88 % des « BEPA Unique » de l'option Agriculture-Elevage occupent un emploi au moment de l'enquête, avec un taux de chômage extrêmement réduit, de l'ordre de 4 %. Les résultats sont encore plus spectaculaires pour l'option vigne et vin : 90 % travaillent au moment de l'enquête, avec un **taux de chômage nul**. A l'inverse les diplômés BEPA des options tertiaires, et notamment les jeunes filles, subissent les difficultés de fonctionnement du marché de l'emploi tertiaire. Cela se traduit au moment de l'enquête, avec un taux de chômage plus élevés :

EFR :	16 %
DICOPA :	10 %
Agent de Laboratoire :	10 %

C'est le cas aussi pour la sous-option Horticulture Productions Florales, dont un des débouchés est la commercialisation des fleurs : 15 %.

... cet effet est d'autant plus important pour les options de production agricole, quand les jeunes sont fils d'exploitants...

Le taux de chômage des enfants d'agriculteurs pour l'option agriculture-élevage est de 2,5 %, alors qu'il est de 10 % pour les catégories ouvriers-employés. A l'inverse, l'origine n'a, semble-t-il, pas d'effet pour l'option EFR : taux de chômage des enfants d'agriculteurs : 14 % ; taux de chômage des enfants d'ouvriers et d'employés : 15 %.

...Diversité des emplois selon les options...

Nous avons montré précédemment que les variables sexe et options avaient une incidence sur le processus d'insertion et la situation au moment de l'enquête. Une analyse factorielle en correspondance multiple va nous permettre d'analyser leur influence sur les types d'emplois : emplois où le salariat domine (56 %), avec des secteurs d'activités d'accueil surtout centrés sur la production agricole (50 %) et le para-agricole (13 %). On peut mettre en évidence quatre groupes de nature différente :

1. *Le processus de reproduction sociale dans le secteur de la production agricole : exploitants agricoles et aides familiaux.*

Ce groupe a la caractéristique suivante : sur représentation des options agriculture-élevage, agriculture-élevage et activités annexes, vigne et vin, et arboriculture : 90 % de ces emplois sont occupés par des diplômés de ces quatre options.

2. *Le tertiaire rural : les employés, des postes surtout féminins.*

Dans ce second groupe, les options EFR et DICOPA sont sur-représentées : 58 % de ces emplois sont occupés par les BEPA de ces deux options. Par ailleurs, ce groupe est fortement féminisé (70 %).

3. *Les ouvriers, et ouvriers agricoles : le salariat du para-agricole.*

taine), INSEE Février 1988. 15,9 % pour les garçons ; 26,8 % pour les jeunes femmes.

Ce troisième groupe est caractérisé par une sur-représentation des options horticulture, sylviculture et travaux forestiers, conduite et entretien du matériel agricole, laiterie : la moitié de ces emplois sont occupés par des BEPA de ces quatre options, alors qu'elles ne représentent que 24 % des effectifs.

4. Les aides familiaux et la précarité.

Dans ce dernier groupe il y a sur-représentation des options agriculture-élevage et agriculture-élevage et activités annexes, mais surtout c'est un groupe où l'impression de précarisation est plus forte qu'ailleurs : 36 % de situation précaire contre (19 % en moyenne).

CONCLUSION

Quelques points forts méritent d'être mis en évidence :

1. Des taux de poursuite d'études élevés, qui se concrétisent pour plus du quart d'une cohorte par l'obtention d'un autre diplôme que le BEPA, et notamment pour 20 % d'entre eux l'obtention d'un BTA, résultats qui vont dans le sens souhaité de l'amélioration du niveau de qualification d'une génération.

2. Des disparités dans le processus d'insertion professionnelle, disparités qui s'expliquent en partie par la diversité de l'offre de formation (production agricole-secteur lié à l'agriculture et agro-alimentaire-tertiaire) et par des différences de fonctionnement dans les marchés de l'emploi correspondants. D'un côté le processus d'installation est protégé par le statut d'aide familial pour les enfants d'agriculteurs, à l'inverse le secteur tertiaire précarise le processus d'insertion, en particulier pour les jeunes femmes.

3. Grande diversité dans les emplois occupés, qui correspondent pour une grande part aux objectifs fixés à ce niveau de formation :

- les emplois de la production agricole, avec notamment des agriculteurs exploitants, les salariés agricoles et les aides familiaux ;
- les emplois du para-agricole et de l'agro-alimentaire : les ouvriers qualifiés ;

- les emplois du tertiaire rural, et du secteur santé et travail social.

4. A partir des variables CSP, sexe et option, on peut dégager les probabilités d'insertion professionnelle des groupes suivantes :

1 - Dominante garçons - fils d'agriculteur - option de la production agricole : forte probabilité d'un processus d'insertion professionnelle protégé (peu de périodes de chômage), qui va déboucher sur le secteur de la production agricole. Avec par la suite pour certains, un cursus professionnel aléatoire compte tenu de la situation d'Aide Familial.

2 - Dominante filles - origine social plutôt moyenne ou modeste - option du tertiaire : processus d'insertion professionnelle lent et précarisé (taux de chômage élevé), débouchant plus difficilement sur un emploi stable du secteur tertiaire. L'emploi dominant est celui d'employé.

3. Dominante garçons - origine sociale agricole ou modeste - option de la production ou du para-agricole : l'emploi dominant est celui d'ouvrier et notamment de salarié agricole, avec un processus d'insertion professionnelle plus difficile que ceux du premier groupe, notamment en termes de durée de recherche d'emploi.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Ph. COLLOMB (1987). — *In population et Sociétés*, INED, nov. 1987. Ministère de l'Agriculture -SCEES- (1987) - Cahiers de Statistique Agricole, janvier 1987.

J. PERROT et B. MILLOT (1985). — *Enseignement agricole et devenir professionnel*. Dijon, IREDU, 1985.

J. VINCENS (1986). — *L'entrée dans la vie active : quelques aspects méthodologiques et théoriques*. Toulouse, CEJEE, 1986.